

Important : votre carte bancaire est arrivée à échéance. Ne ratez rien de l'actualité.

[Je reste avec vous \(https://client.lefigaro.fr/WebloggiaLeFigaro/afficherDonneesBancaires.do?xtor=AD-1764\)](https://client.lefigaro.fr/WebloggiaLeFigaro/afficherDonneesBancaires.do?xtor=AD-1764)

«Dans le monde violent de Donald Trump, il n'y a pas de partenaires, seulement des adversaires»



- Crédits photo : Pablo Martinez Monsivais/AP

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Edouard Tetreau (#figp-author)

Publié le 31/01/2017 à 11h59

FIGAROVOX/TRIBUNE - Alors que le Royaume-Uni de Theresa May se rapproche économiquement des Etats-Unis, Edouard Tétreau considère que les Etats européens devraient davantage résister à la politique de confrontation du nouveau président américain.

*Edouard Tétreau est essayiste et associé-gérant de **Mediafin** (<http://www.edouardtetreau.com>).*

Le XXIème siècle a-t-il démarré en 2017, renversant les acquis du XXème siècle? Il y a quinze jours à Davos, Xi Jinping, chef d'une dictature militaire d'essence communiste, fit l'apologie du libre-échange, et promit que la porte de la Chine resterait grande ouverte pour les étrangers. Une semaine plus tard, Donald Trump, chef de la démocratie américaine, celle de la statue de la Liberté et d'Abraham Lincoln, faisait l'éloge du protectionnisme et de la chasse aux étrangers ; interdisait aux réfugiés syriens,

notamment les Chrétiens d'Orient persécutés par Daech, l'accès au territoire américain ; ordonnait la construction d'un mur entre le Mexique et les Etats-Unis, treize fois plus long que le mur de Berlin ; et envisageait la torture et les prisons secrètes.

Les éléments les plus radicaux de son entourage prennent les plus hauts postes, à commencer par Stephen Bannon, ancien directeur de Breitbart News.

Jusqu'à son investiture, on espérait que Donald Trump ait bluffé. Nous savons désormais que ce n'est plus le cas. Les éléments les plus radicaux de son entourage prennent les plus hauts postes, à commencer par Stephen Bannon, ancien directeur de Breitbart News. Cet homme, apôtre des «vérités alternatives», qui se compare volontiers à Dark Vador et nourrit une vision apocalyptique du monde, a désormais un siège permanent au National Security Council , en charge des codes de mises à feu de 4018 ogives nucléaires.

Face à la montée des périls aux Etats-Unis et dans le monde, M. Trump peut-il être malgré tout une bonne nouvelle pour l'économie américaine, et mondiale?

La question peut paraître dérisoire, ou décalée: elle est essentielle. Donald Trump tire notamment sa force de sa légitimité dans les milieux d'affaires américains et mondiaux. Le «Big Business», jusqu'à il y a quelques jours, Silicon Valley et Wall Street en tête, mais aussi un nombre significatif de figures du capitalisme français, asiatique (Jack Ma), se pressait dans son antichambre.

Ce soutien du monde des affaires est-il durable ? Il est à craindre que oui.

Ce soutien du monde des affaires est-il durable? Il est à craindre que oui.

En effet, contre toute attente, et notamment celle des investisseurs les plus avisés, incluant George Soros qui a perdu 1 milliard de dollars en pariant sur un effondrement des marchés après l'élection de M. Trump, les bourses américaine et mondiale plébiscitent le nouveau président. Le dollar est en hausse ; les actions aussi ; il n'y a pas eu de krach obligataire. Un membre sur sept du «cabinet» Trump est un milliardaire. Le

Trésor américain est dirigé par un ancien de Goldman Sachs ; le Commerce par Wilbur Ross - qui a évité la faillite à M. Trump dans le passé. Quant au Strategic and Policy Forum du Président, il rassemble les poids les plus lourds de Wall Street, de la Silicon Valley et du «Big Business» américain. Une chose est à craindre: le retour, avec cette administration, des excès qui ont conduit à la crise des subprimes (absence de contrôles, sur-financiarisation et surendettement), et à l'accroissement des inégalités entre les Américains et une caste qui, à l'instar des acteurs du private equity comme Steve Schwarzman, patron de Blackstone et président de ce forum, jouit d'un taux d'imposition sur leurs revenus deux fois moindre que le New-Yorkais moyen.

En termes de politique économique, toutes les propositions formulées par M. Trump vont dans la même direction : l'inflation.

En termes de politique économique, toutes les propositions formulées par M. Trump vont dans la même direction: l'inflation. Qu'il s'agisse du rapatriement des 2500 milliards de dollars de trésoreries d'entreprises américaines ; d'un vaste plan d'infrastructures financé par un déficit accru (pour mémoire: 20 000 milliards de dollars de dette, un déficit annuel correspondant à 5% du PIB) ; d'une baisse massive des impôts pour tous, y compris les plus riches ; et, faute de mot «alternatif», de la déportation de millions d'immigrés clandestins pourtant nécessaires pour faire tourner une économie de quasi plein-emploi (4,7% de chômeurs), tout ce que M. Trump va chercher à mettre en place va générer une forte inflation, une hausse des taux d'intérêts, et une hausse du dollar.

Cette politique d'un dollar fort est cohérente avec ce qui constitue le coeur de la pensée économique de M. Trump depuis plusieurs décennies : le protectionnisme.

Cette politique d'un dollar fort est cohérente avec ce qui constitue le coeur de la pensée économique de M. Trump depuis plusieurs décennies: le protectionnisme. Dans sa vision du monde, qu'il a commencée à mettre en place en dénonçant les accords de libre échange avec le Canada, le Mexique, et en tuant les négociations pour un accord Trans Pacifique, seuls comptent les Etats-Unis. Faire venir des produits ou des gens «pas chers», de l'extérieur, est tout simplement dégoûtant, pour cet Américain aux ancêtres

venus d'ailleurs - en l'occurrence, d'Allemagne. Il l'a dit avec la clarté d'un tweet dans son discours inaugural: «Nous devons protéger nos frontières des ravages des autres pays qui fabriquent nos produits, volent nos entreprises et détruisent nos emplois.»

Le dollar fort et l'Amérique-forteresse vont de pair: on restreint au maximum l'accès au marché américain, et tant pis pour les exportations, qui ne représentent «que» 13,5% du PIB américain (source Banque Mondiale).

La politique économique de M. Trump est donc alignée sur ce qui lui tient lieu de diplomatie : des politiques de confrontation, où l'on cherche à isoler ses adversaires.

La politique économique de M. Trump est donc alignée sur ce qui lui tient lieu de diplomatie: des politiques de confrontation, où l'on cherche à isoler ses adversaires, pardon, ses partenaires commerciaux, pour obtenir les meilleurs «deals» avec chacun d'eux. Les ensembles régionaux, tels l'Union Européenne, l'Union Africaine, les pays de l'accord NAFTA, ou de l'ASEAN, sont donc des objets à disloquer. Des ennemis à abattre, comme l'ONU. M. Trump s'y emploie à coups de tweets. Il le fera ensuite par le chantage et la menace commerciales (barrières, tarifs douaniers). Et après?

Face à ces agressions annoncées, les Européens ont trois choses à faire: d'abord, résister plutôt que collaborer, comme vient de le faire l'Angleterre de Madame May, ambitionnant sans doute de devenir le 52ème Etat américain. Ensuite, mettre un espoir raisonnable dans les institutions américaines, qui pourraient bien ne pas s'accommoder durablement d'un président rudoyant ses services de renseignements ; malmenant la presse et le premier amendement de la Constitution ; entretenant un rapport si étrange avec la vérité et des rapports si fréquents avec le Kremlin.

Au-delà de cet espoir raisonnable, les Européens peuvent remercier M. Trump: il les oblige, en particulier la France et l'Allemagne, à resserrer davantage les rangs, et à réinvestir massivement dans leur propre sécurité, bien au-delà des 2% de PIB demandés par l'OTAN - une autre organisation dans le viseur de M. Trump. Avec ou sans ce dernier, la France et l'Allemagne doivent faire le deuil du parapluie américain. Et apprendre à ne plus compter que sur elles-mêmes, et les quelques autres pays européens qui savent que, dans le monde dangereux de M. Trump et de son acolyte Vladimir Poutine qui a aidé son élection, l'union politique et l'esprit de défense seront notre force. Voire notre condition de survie.



Edouard Tetreau
